

nière? Il a parlé de réductions des dépenses actuelles et proposées, ainsi que d'une réorientation des priorités. Les décisions annoncées aujourd'hui apportent des réductions de \$1,5 milliard à l'objectif de \$2 milliards. (Je répète, celles-ci s'ajoutent aux réductions de \$965 millions faites au printemps.) Nous communiquerons, au cours des prochaines semaines, d'autres réductions d'au moins \$1 milliard, ce qui veut dire que nous dépasserons l'engagement pris par le premier ministre. Nous annoncerons, d'autre part, une réaffectation des ressources et la mise en oeuvre de nouvelles initiatives en vue d'atteindre nos objectifs visant à stimuler la croissance, à créer des emplois, à ralentir l'inflation et à aider ceux qui sont les plus durement touchés par l'inflation.

Élimination de 5 000 emplois

Lorsque je fais mention de la réduction des dépenses proposées, je ne fais pas allusion au retrait de nouveaux programmes imaginaires. Je parle plutôt de réductions visant des programmes réels et des niveaux actuels de services offerts aux citoyens canadiens. Ces mesures signifient l'élimination de plus de 5 000 postes de la Fonction publique. Nous ferons tout ce que nous pourrions pour minimiser les effets sur ceux qui seront affectés. Je préparerai une politique spéciale sur les mises à pied, en consultation avec les syndicats et la Commission de la fonction publique, pour faire face à cette situation...

Il s'agit de mesures plutôt énergiques, mais qui s'imposent si l'on tient à amener notre économie à son plein niveau de vitalité et à son potentiel. J'aimerais cependant ajouter que certains secteurs de services offerts par le gouvernement ne seront ni touchés, ni réduits. Au premier rang de cette liste se retrouvent les versements et services aux personnes âgées et aux anciens combattants, ainsi qu'aux nombreux Canadiens désavantagés les moins aptes à se protéger contre l'inflation et les épreuves d'ordre économique. En fait, un des buts de cette réorientation des priorités est d'aider davantage ceux qui en ont vraiment besoin.

Certaines réductions auront des répercussions sur des projets ou programmes entrepris en commun avec les provinces. Dans chaque cas, nous entamerons le plus tôt possible des discussions avec les provinces sur la façon d'atteindre nos objectifs en affectant le moins possible les priorités d'autres niveaux de gouvernement.

Réduction des dépenses Principaux ministères et organismes 1978-1979 et 1979-1980

<i>Ministère/organismes</i>	Réductions totales à ce jour (en millions de \$)
Agriculture (y compris les organismes associés)	87
Communications	8
Consommation et Corporations	5
Emploi et Immigration	40
Énergie, Mines et Ressources	32
Énergie atomique du Canada, Limitée	155
Affaires extérieures	15
Agence canadienne de développement international	133
Finances	49
Pêches et Environnement	61
Affaires indiennes et Nord canadien	32
Industrie et Commerce (y compris les organismes associés)	57
Défense nationale	150
Santé nationale et Bien-être social	91
Revenu national	5
Parlement	5
Postes	39
Travaux publics	109
Expansion économique régionale	21
Secrétariat d'État (y compris les organismes associés)	65
Société Radio-Canada	71
Commission de la Fonction publique	15
Solliciteur général – Services correctionnels	70
– Gendarmerie royale du Canada	13
Transports (y compris les organismes associés)	135
Conseil du Trésor	80
Société centrale d'hypothèques et de logement	388
Commission de la Capitale nationale	11
Affaires des anciens combattants	29
Autres ministères et organismes	6
Réductions d'ordre général (révision effectuée en juin)	238
Réductions d'ordre général (révision effectuée en août)	250
TOTAL	2 465

Parlons maintenant des coupures faites dans plus de 100 programmes. Je vous ai distribué une liste de l'ensemble de réductions pour tous les ministères. Je voudrais citer, à titre d'exemple, certaines réductions; ainsi le ministère de la Défense verra ses dépenses engagées réduites de \$150 millions. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) ainsi que Radio-Canada verront leurs dépenses gelées à leurs niveaux de 1978. Cela représente une réduction, par rapport aux dépenses prévues, de \$133 millions (ACDI) et de \$71 millions (Radio-Canada).

Certains programmes seront éliminés, tel CANFARM, organisme de services agricoles dont la disparition permettra une économie annuelle de \$6 millions. Aux Affaires extérieures, l'élimination de certains postes ainsi que la réduction des

dépenses du programme des affaires publiques permettront d'économiser \$6,5 millions. La prime au bilinguisme pour les fonctionnaires, qui s'élève à un total de \$35 millions par année, disparaîtra.

Le coût de la formation linguistique des fonctionnaires fédéraux diminuera de \$12,5 millions. Nous entamerons immédiatement des discussions en vue de la mise au rancart systématique du projet d'usine d'eau lourde de LaPrade, ce qui permettrait d'économiser \$150 millions.

Tel que mentionné, en plus des coupures dans les programmes, on demandera à chaque ministère et organisme de diminuer ses dépenses d'exploitation. Ces réductions d'au moins \$250 millions, à l'échelle de la Fonction publique, confirment l'engagement du premier ministre d'offrir davantage à moins de frais...